

Conférence européenne « L'Éducation aux Médias pour Tous »

« L'Éducation aux Médias assurée par la société civile »

Introduction

Dans un contexte où les médias sont omniprésents et induisent un certain nombre de défis et de risques auprès des citoyens, la question de l'éducation aux médias est centrale. Un des acteurs principaux représentés à la Conférence européenne « L'Éducation aux Médias pour tous » était la société civile. Cette dernière s'investit de diverses manières et avec une grande diversité d'approches. Il s'agit là d'un secteur plutôt militant ayant des recommandations fortes à exprimer, notamment envers les décideurs politiques. Il est en outre intéressant de constater que la dimension d'éducation aux médias s'est immiscée au sein de différents projets sociétaux déjà existants, c'est ainsi que plusieurs projets se sont peu à peu intégrés aux missions poursuivies par des ONG et associations diverses. Parallèlement à cela, plusieurs ASBL ou collectifs se sont créés dans le but de promouvoir l'éducation aux médias au profit du citoyen au sens large du terme.

Présentation de projets européens

« Media4me »

Ed Klute de Mira Media Foundation (Pays-Bas) a présenté le projet « Media4me ». Ce projet s'est développé sur base de différents constats : Mira Media Foundation a remarqué qu'aux Pays-Bas de nombreux quartiers présentent une grande mixité mais que les communautés en présence communiquent peu ensemble. Il y a un déficit au niveau de la cohésion sociale, un déficit en termes d'éducation aux médias tout autant qu'une fracture numérique entre les générations. Selon Mira Media Foundation, chaque communauté culturelle a sa propre utilisation des médias or les différents projets d'éducation aux médias n'ont jamais mis en œuvre une approche différenciée des médias. Il n'y a donc pratiquement pas de projets d'éducation aux médias conçus pour les minorités ethniques. Ajoutons à cela que les différentes institutions sociales (centres de jeunes, homes, bibliothèques, hôpitaux, écoles, etc.) n'entretiennent pas nécessairement de liens entre elles.

Media4me s'est fixé comme objectif de créer une certaine cohésion sociale au sein des différents quartiers en soutenant et développant davantage les projets d'éducation aux médias déjà existants. Ed Klute cite, par exemple, les projets d'agences de presse pour les enfants, les « cercles Skype » pour personnes âgées, des correspondants de quartiers qui travaillent pour les médias locaux. Ces projets, basés sur une mise en réseau des acteurs locaux au sens large du terme (police, maisons de repos, centres de jeunes, bibliothèques, labo médias, etc.) encouragent la citoyenneté et, de façon générale, améliorent le dialogue interculturel et intergénérationnel. Media4me repose cependant sur quelques conditions : une meilleure coopération entre les différentes institutions sociales, un soutien des habitants, un soutien politique des projets, des centres de soutien logistique pour les divers projets.

Exemple concret :

- les enfants d'une école primaire réalisent un programme télévisé sur base de photographies du quartier de logements sociaux où elle est implantée. Des réunions – débats sont ensuite organisées avec les habitants et l'agence qui gère les logements sociaux. Ces partenariats permettent d'améliorer l'efficacité des projets et garantissent la pérennité des financements.

Selon Ed Klute, ces projets sont transposables dans tous les pays européens. Il suffit de réussir à créer des liens avec les associations susceptibles de porter les projets ensemble.

Le constat est en tout cas que ce type de projet améliore considérablement les relations sociales, interculturelles et intergénérationnelles et favorisent, via un apprentissage citoyen des médias, une meilleure cohésion sociale.

CEMEA – Centre d’entraînement aux méthodes d’Education active – France.

Christian Gautelier du CEMEA (Centre d’entraînement aux méthodes d’éducation active) a également présenté les actions menées par son association. Les champs d’investigation de cet organisme dépassent le concept d’éducation aux médias et touchent aux domaines de la culture et du social. Le CEMEA organise des formations, met en place des outils éducatifs et est un interlocuteur des pouvoirs publics.

Christian Gautelier, Directeur du Département « Enfants, écran, jeunes et médias » fait part de quelques constats : Il affirme que la question des médias est toujours insérée dans une logique commerciale. Il évoque le désengagement croissant de l’Etat quant à ces questions, met en évidence la diminution des systèmes de protection des consommateurs et pointe la logique d’autorégulation des médias selon laquelle tout le monde est censé agir de manière responsable face aux médias.

Pour Christian Gautelier, l’éducation aux médias doit s’étendre à de nouveaux enjeux : le développement de l’esprit critique, la prise en compte de la diversité culturelle mais aussi une approche éducative des médias dans les informations qu’ils transmettent. Il estime également que l’offre médiatique actuelle, par son caractère consumériste, met les publics (principalement les enfants et les adolescents) face à un certain nombre de risques. Il propose plusieurs solutions face à ces risques :

- une éducation aux médias pour tous publics
- une régulation publique des médias
- une régulation citoyenne.

Il propose dès lors la création d’un rapport de force, d’alliances stratégiques, telles que des associations de parents, des syndicats enseignants, etc. Il déplore aussi le fait que l’Europe offre trop de libertés aux industries médiatiques et protège celles-ci de manière démesurée. Il souligne dès lors l’insuffisante mobilisation de la société civile face aux industries médiatiques.

A cet effet, le CEMEA forme des jeunes au décryptage des images (ex : publicités invasives) mais il entend également participer au dialogue entre responsables politiques et l’industrie médiatique (exemple : lobby pour interdire la création de télévisions centrées sur les tout petits).

ACMJ – Action Ciné Média Jeunes – Belgique

Jonathan Manzitto, chargé de communication au sein de l’ACMJ, présente les objectifs de son association. Action Ciné Média Jeunes entend d’abord éveiller la curiosité d’un public de moins de 35 ans aux médias pour ensuite décoder ces médias au travers d’une analyse complète. Cette méthode permet de prendre de la distance par rapport au contenu et de mieux comprendre les rouages médiatiques. Fournir au travers d’ateliers et de réalisations médiatiques les outils nécessaires aux jeunes citoyens et former ainsi leur esprit critique leur permet d’appliquer cette démarche à l’ensemble des médias. La pédagogie prônée par cet organisme est basée sur le concept « apprendre en réalisant pour et par les jeunes » (autoproduction cognitive). Pour l’ACMJ, l’éducation aux médias est à dimension transversale et ne peut être cantonnée dans un secteur particulier (école par exemple) mais doit s’ouvrir à la fois à l’ensemble des secteurs liés à l’éducation et l’éducation permanente.

Le CFA – Centre de Formation d’Animateurs – Belgique

Daniel De Temmerman est directeur du Centre de Formation d’Animateurs. Lors de cette conférence européenne, il a présenté deux projets menés par son association

- La formation d’animateurs cinéastes s’adresse à un public très diversifié (animateurs de jeunesse, éducateurs, enseignants, personnel soignant, ...) Elle a pour objectif de former des CRACS (Citoyens Responsables Actifs, Critiques et Solidaires)
- L’émission « Coup 2 Pouce » est quant à elle un projet de réalisation de jeunes diffusé sur Télé Bruxelles et sur la 3^{ème} chaîne de la RTBF. Il s’agit d’un projet visant à donner l’opportunité à des jeunes défavorisés et en difficultés de côtoyer des futurs professionnels de la réalisation, de la production et qui

apprend à s'exprimer au travers d'un média : les jeunes deviennent des producteurs citoyens et aiguisent leur sens des responsabilités.

Il est à noter qu'un réseau européen de 26 pays se développe afin de créer une web TV permettant à de jeunes réalisateurs de diffuser leurs productions, d'où l'intérêt de penser l'éducation aux médias au niveau européen.

Le GSARA – Groupe Socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel – Belgique

Hervé Brindel est actif au sein du GSARA et mène une double activité : d'une part, il monte et produit des documentaires et d'autre part, il travaille comme animateur d'ateliers d'éducation aux médias.

Selon le GSARA, les images que nous percevons ont un impact sur ce que nous vivons car elles influencent notre vision du monde. Toute image se présente comme étant « pleine » et le reflet de la réalité, or, elle n'est jamais qu'une représentation subjective, un regard particulier et incomplet. Cela comporte le risque que les citoyens non éduqués aux médias s'entêtent à croire en la prétendue objectivité de ces images et de celles et ceux qui les ont créées. Les ateliers qu'il anime s'adressent à un public adulte et amènent l'individu à produire des émissions radiophoniques en dépassant les codes et cadres narratifs. Peu à peu les participants aux ateliers affutent leur sens critique tout en créant de nouvelles formes d'expression.

Constats :

Plusieurs constats ressortent de ces présentations de projets européens issus de la société civile :

- la pédagogie active est de mise dans la plupart des projets d'éducation aux médias qui sont présentés, même si les acteurs énoncent qu'il faut pouvoir associer cette pédagogie à la théorie, les deux étant complémentaires
- l'éducation aux médias contribue également au développement de la citoyenneté, à la mixité culturelle et à la cohésion sociale.
- Il y a un réel besoin d'une complémentarité entre le milieu formel (école) et le milieu informel (hors école)
- Il est primordial de trouver des sources de financements propres afin de garder une autonomie vis-à-vis d'une part des entreprises commerciales et d'autre part des autorités politiques. Ces moyens affectés à l'éducation aux médias permettraient d'assurer la pérennité des financements et de renforcer l'impact de l'Education aux médias dans chaque pays membre.
- Le secteur associatif a un rôle important et complémentaire à l'école à jouer dans l'éducation aux médias au sens large du terme mais il doit pouvoir rester indépendant dans son action.

Compétences :

Face à des fractures importantes en matière de médias (fractures générationnelles et culturelles) la société civile vise à fournir plusieurs types de compétences à travers ses projets d'éducation aux médias :

- des compétences informationnelles et intellectuelles (faire en sorte que tout le monde puisse lire et utiliser, comprendre mais aussi développer un esprit critique face à tous ces nouveaux médias
- des compétences sociales, la société civile fait de l'éducation aux médias « par le social » au travers du partage d'expériences, de pratiques... l'interaction est bien présente et vise à créer du lien social au travers de ses projets. Apprendre à connaître les médias permet d'apprendre à vivre ensemble.
- Des compétences techniques, c'est-à-dire apprendre à tous comment fonctionnent toutes ces nouvelles technologies et comment les utiliser de manière citoyenne et responsable.

Stratégies :

La stratégie principale pour permettre aux citoyens de bénéficier de l'éducation aux médias est la mise en place de projets par la société civile tout en garantissant l'accès aux publics cibles (autant les jeunes que les adultes). Pour cela, la société civile doit être reconnue comme alliée et doit avoir des moyens financiers propres et durables permettant la mise en place des projets.

La société civile estime être investie d'une mission d'intérêt général dans le cadre de l'EAM ; c'est l'acteur le plus réactif permettant de maintenir une certaine durabilité et d'assurer une nécessaire indépendance au niveau des stratégies et des contenus. Elle doit être facilitateur entre les secteurs et interlocuteurs, elle doit être entendue et prendre part aux négociations dans l'élaboration de nouvelles politiques.

En outre, la société civile insiste sur le fait qu'il faut avoir une approche intégrée et globale dans le domaine de l'éducation aux médias car le public cible est très hétérogène (multiculturel, intergénérationnel,...) Une collaboration constante entre les secteurs est indispensable (se concentrer uniquement sur le domaine scolaire serait une erreur).

La question de citoyenneté doit être au cœur de l'éducation aux médias afin de permettre au citoyen d'avoir une éducation adaptée à ses besoins, à ses réalités. Il s'agit d'assurer l'apprentissage à la citoyenneté d'une part et de protéger le citoyen face aux risques de l'offre médiatique d'autre part.

Enfin, la société civile exige l'arrêt de la dérégulation des médias. Le système économique actuel pousse les politiques à faire sauter les verrous qui permettraient de protéger les consommateurs face aux dérives médiatiques et consuméristes. Les acteurs conviennent qu'il faudrait avoir davantage d'espaces et canaux plus libres et non marchands. Il faut cependant rester ouvert au dialogue et ne pas se fermer face aux grandes puissances médiatiques.